

OTAN:

Clôture du Sommet de RIGA

De notre envoyé spécial : Dicko Soudani

Les 26 pays membres de l'OTAN ont clôturé, mercredi dernier à Riga, les travaux du Sommet de leur Alliance qui avait débuté mardi dans la capitale de la Lettonie. Cette rencontre a été sanctionnée par une série de déclarations réaffirmant l'esprit de solidarité et l'engagement de défense de la démocratie et de la liberté.

Le sommet a réaffirmé l'indivisibilité de la sécurité fondamentale de l'Alliance et l'intérêt d'une révision de la stratégie d'intervention pour mieux répondre aux nouveaux défis sécuritaires dans le monde, en particulier le terrorisme international.

Les Chefs d'Etat membres de l'OTAN ont souligné la nécessité des missions de l'organisation en Afghanistan, aux Balkans, au Darfour et en Méditerranée ainsi que leur impact sur la sécurité et la stabilité dans le monde.

La décision marquante de ce sommet est relative à l'élargissement et au renforcement de la présence de l'OTAN en Afghanistan en plus de l'ouverture de l'Alliance à de nouvelles adhésions. Les participants ont réaffirmé leur énergique condamnation du terrorisme quelles qu'en soient les motivations ou les manifestations et s'engagent à le combattre ensemble aussi longtemps qu'il le faudra, conformément au droit international et aux principes des Nations Unies. "Nous sommes favorables à la promotion de valeurs communes, de la réforme et du dialogue entre les différents peuples et cultures. A cet égard, nous prenons acte de l'Initiative sur une alliance des civilisations, lancée par le secrétaire général des Nations Unies, ainsi que l'Initiative "Forum pour l'avenir" du G8", ont-ils fait savoir dans le document final sanctionnant les travaux du Sommet.

Le sommet a enfin réaffirmé son attachement à l'esprit du dialogue méditerranéen et aux autres partenariats spécifiques qui le lient notamment à la Russie et à



l'Ukraine.

Le Sommet de l'OTAN s'est ouvert mardi à Riga, et a continué ses travaux mercredi avec, sur fond mitigé, la délicate recherche de consensus entre d'une part l'impératif pour toutes les parties de définir les contours de l'Alliance dans la perspective des 15 prochaines années face à ce qui est appelé "Les menaces globales" et d'autre part, le désir, chez certains membres d'harmoniser leur implication en matière de défense avec leurs politiques extérieures respectives et leurs intérêts économiques particuliers. C'est dire toute la complexité de la tâche dévolue aux dirigeants de l'OTAN.

Principale pierre d'achoppement, le dossier brûlant de l'Afghanistan, marqué par une nette dégradation de la situation, sécuritaire notamment, dans ce pays qui connaît, depuis l'été dernier, un élargissement des opérations de l'Alliance. Pour de nombreux membres de l'OTAN, ce sommet de Riga, devait être un conseil de guerre pour la révision de la stratégie militaire, particulièrement en Afghanistan. Il s'agissait de renforcer sa mission et de mieux partager les efforts pour contenir l'action des talibans.

Au-delà du dossier afghan, il y avait aussi la nécessité urgente d'harmoniser les positions par rapport à l'Iran et d'améliorer la capacité d'in-

tervention au niveau de plusieurs zones de conflits.

Le Sommet de Riga devait vraisemblablement annoncer de nouvelles initiatives sur la voie de l'élargissement de l'Alliance à de nouvelles adhésions, sans doute celles de l'Ukraine et de la Géorgie qui frappent déjà à la porte de l'OTAN. Autres problèmes épineux évoqués par les Chefs d'Etat, la relation OTAN-Europe, les projets militaires, parfois rivaux entre les deux et la nécessité d'harmoniser les deux forces.

Le parent pauvre du débat de Riga, reste le volet du dialogue méditerranéen qui est plombé par la différence des faisceaux d'intérêt entre pays au Nord de la Méditerranée et pays au Sud en plus de l'écart d'engagement entre pays OTAN de la zone Méditerranéenne et pays non membres.

Pour les pays du dialogue situés au Sud, la Méditerranée doit être surtout un espace de confiance, d'entente et de prospérité, un espace de solidarité et de coopération privilégiées, non pas une rambarde de protection pour une Europe frileuse. Les dossiers de l'immigration et de la lutte contre le terrorisme restent les thèmes centraux du dialogue. Mais l'enjeu ailleurs, relègue le dialogue méditerranéen au second plan.

COMMISSION

Chirac
au

La France et l'Allemagne ont annoncé mardi s'il conviendrait encore le ton vis-à-vis de la Turquie au risque de provoquer une rupture avec Ankara et nombre de pays européens.

Jacques Chirac et Angela Merkel se rencontrent en sommet à Berlin. Mettlach (Allemagne) a déclaré que leurs violons sur la Turquie devra être envoyé par la Commission européenne des 14 et 15 prochains après avoir été discuté le 11 décembre par les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE. La Commission européenne a recommandé la semaine dernière de geler les négociations de l'Union européenne avec la Turquie à l'UE sur la base de son refus de "punir" le refus de la Turquie de fermer les ports et aéroports navires et aux avions de la République de Chypre. La Turquie s'est opposée par le "protocole de l'Union européenne" étendre avant la fin de l'année le bénéfice de l'union douanière. Elle exige en échange de la Turquie l'isolement économique de la République turque de Chypre du Nord, créée après l'invasion de l'île en 1974. Faut-il suspendre le dialogue? Les avis sont partagés. L'UE exige la suspension de



CHILI :

Pinochet

Agé de 91 ans, l'ancien président chilien, Augusto Pinochet, a été accusé de meurtres et d'enlèvements.